

---

## Marges et marginalités socio-spatiales dans la ville marocaine

Changements et permanences

Robert Escallier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/778>

ISSN : 1773-0201

**Éditeur**

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 117-127

ISSN : 0395-9317

**Référence électronique**

Robert Escallier, « Marges et marginalités socio-spatiales dans la ville marocaine », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 69 | 2004, mis en ligne le 10 mai 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/778>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# Marges et marginalités socio-spatiales dans la ville marocaine

Changements et permanences

Robert Escallier

---

- 1 Au début des années soixante-dix, le Maroc urbain offre un paysage (social et spatial) très contrasté où richesses et pauvretés se côtoient, où les familles à très faible degré d'intégration socio-spatiale représentent une fraction notable des populations urbaines, situation assez comparable à celle des autres pays du Maghreb central. Trois décennies plus tard qu'en est-il du mode de structuration sociale, quel est le poids des « pauvres » dans la ville ? L'internationalisation de l'économie suite aux ajustements structurels est-elle favorable à un meilleur partage des ressources ou participe-t-elle à l'accroissement des inégalités, à la pérennité de situation de marginalité socio-spatiale ?
- 2 Quel est l'état de la société et de la marginalité urbaine au Maroc au début des années soixante-dix ?
- 3 Au terme d'une analyse systématique du fait socio-économique fondée sur un vaste corpus documentaire dont le Recensement de la population et de l'habitat de 1971, les Enquêtes nationales sur les niveaux de vie des ménages<sup>1</sup>..., le mode de structuration sociale de la population citadine est défini et le poids respectif de chacune des catégories sociales, estimé (R. Escallier, 1984). Le paysage social se décline selon un ordre hiérarchique classique ; les classes supérieures représentent guère plus de 3% des familles ; les classes moyennes regroupent 15% des ménages ; les « classes démunies », classes populaires, catégorie hétérogène, rassemblent plus de quatre citadins sur cinq.
- 4 L'aspect novateur de la stratification sociale proposée tient à la distinction au sein des classes populaires de quatre sous-catégories. La première est qualifiée de « *transitionnelle* » sorte de groupe pivot des sociétés citadines en mutation ; la deuxième, de « *traditionnelle* » regroupe les populations « traumatisées » des tissus historiques et bousculées par les modernisations ; la troisième, « *le groupe inférieur* », est presque totalement immergée dans l'économie informelle ; enfin, au plus bas de l'échelle sociale et spatiale le groupe qualifié de « *marginal* ». Le tableau 1 donne une quantification relativement précise du

poids de chacune; au début des années soixante-dix, un quart de la population appartient au groupe marginal qui supporte les précarités (revenus, emploi, habitat, foncier) les plus contraignantes.

Tab. 1 – Classes et groupes sociaux dans le Maroc urbain au début des années 1970.

Classes supérieures	3 %
Classes moyennes	15 %
Classes populaires	82 %
Groupe transitionnel	14 %
Groupe traditionnel et inférieur	43 %
<b>Groupe marginal</b>	<b>25 %</b>

(Sources : R. Escallier : La population urbaine du Maroc, étude géographique, T.E. Université de Nice 1978, 1213 pages)

- 5 Le groupe marginal, les termes de pauvreté ou même d'exclusion n'étant pas alors connotés<sup>2</sup>, est composé de personnes isolées, des familles incapables de se dégager de la chape de misère qui les enferme dans les sphères de la sous-intégration, en raison d'une accumulation de facteurs négatifs ou « obstaculisants » comme l'expriment alors les sociologues attachés à l'étude des sociétés de la marginalité latino-américaine. Parmi les facteurs défavorables au procès d'intégration, facteurs qui se renforcent l'un l'autre, l'origine rurale, l'analphabétisme, le défaut de spécialisation professionnelle, le manque de familiarité avec les pratiques de l'urbanité...
- 6 La plupart des marginaux sont d'extraction rurale récente, les modernisations, de désœuvrés hier les ont transformés, coupés des moyens de production, en « prolétaires »<sup>3</sup>. Analphabètes, ils ne disposent pas de qualification adaptée au système économique urbain. L'handicap principal est le défaut de réseau relationnel en ville et de proximité avec les agents socialisateurs et principaux acteurs de la cité.
- 7 Au début des années soixante-dix, 1,3 million de marginaux établis majoritairement dans la conurbation atlantique supportent les plus mauvaises conditions de vie et d'habitat, subsistant difficilement de petits métiers occasionnels et peu rémunérateurs : métiers des rues, métiers du dérisoire, de la débrouille...activités parcellisées et éclatées qui tracent entre la situation de travail et celle du non travail, entre le chômage et le travail occasionnel, une frontière poreuse et floue. Les actifs de l'informel et les chômeurs sont les mêmes individus à différents moments d'une vie marquée par la quête obsessionnelle de maigres ressources de survie. Alors la mobilité sociale (et géographique dans la ville) est faible, la société paraît quelque peu figée ce qui ne signifie pas l'absence de mobilité entre les catégories inférieure et marginale. Le passage de l'une à l'autre se produit corrélativement au mieux économique et à l'augmentation des revenus du ménage, selon les temps du cycle de vie familial et inversement. En attestent les mouvements résidentiels intra-urbains, des quartiers d'habitat précaire ou dits « spontanés » aux zones de lotissement en dur, du bidonville stricto sensu au lotissement clandestin, avec des allers-retours qui peuvent être brutaux et rapides. Les enquêtes sur les bidonvilles - *madinatou-l-qasdîr*, littéralement ville de tôles en arabe dialectal marocain<sup>4</sup> - révèlent alors que cette forme d'habitat est plus un habitat définitif pour une part élevée des familles où l'on y naît, vit et meurt, qu'un quartier de transit ou d'adaptation à la vie urbaine.
- 8 La place des individus dans le procès de production influence leur distribution dans l'espace urbanisé. Les formes d'habitat dites « sous-intégrées » sont les lieux de résidence

des groupes marginaux. M. Naciri (1980) en distingue trois principales : les secteurs dégradés des vieilles villes (les fondouks), les douars semi-urbains (habitat en pisé, en pierres sèches...) nombreux à la périphérie des villes, les bidonvilles stricto sensu ou bidonvilles recomposés sous la forme de trames sanitaires. Ces derniers représentent l'archétype de l'habitat de la marginalité dans la géographie des représentations. Les habitants sont dénommés les *karyani*, mot provenant de la déformation du mot carrière, l'un des plus vieux et des plus importants bidonvilles de Casablanca étant celui des « Carrières centrales ». Le terme même de *karyani* est « utilisé par les Marocains pour sanctionner symboliquement tout comportement répréhensible par la morale et les bonnes mœurs »<sup>5</sup>.

- 9 Les études qui leur sont consacrées<sup>6</sup>, insistent fort justement sur les formes médiocres du bâti, les mauvaises conditions de vie des ménages, le défaut d'hygiène et les hautes mortalités infantiles, le manque des équipements et des services basiques, l'inexistence des réseaux de type V.R.D...<sup>7</sup> Les quartiers de baraques loin de disparaître du paysage urbain, demeurent et se pérennisent dans un temps long malgré les politiques urbaines dites « d'éradication » ou de substitution. Marginalité sociale et précarité foncière et de l'habitat se renforcent mutuellement.
- 10 Aujourd'hui, quelle est la place de la marginalité socio-spatiale dans la ville marocaine ?
- 11 Exclusion, fragmentation sociale, polarisation négative, nouvelle pauvreté, l'introduction d'un nouveau vocabulaire correspond-elle à une transformation du système économique et social, et à celle des mécanismes de l'intégration urbaine ?
- 12 Au début de la décennie quatre-vingt, le Maroc sur-endetté, en cessation de paiement et de quasi faillite est contraint au rééchelonnement de la dette. Le couple F.M.I/B.M s'accorde l'un, pour surveiller l'évolution des équilibres macro-économiques et l'autre, la B.M, pour soutenir l'ajustement structurel. Les mesures de la P.A.S qui n'ont jamais fait l'objet d'un débat politique et infèrent de brutaux changements, sont brièvement évoquées. Limitation des dépenses publiques, réforme de la fiscalité, pratique de la discipline monétaire est appliquée, les mesures d'ajustement structurel visent à promouvoir l'économie de marché, l'allégement des politiques tarifaires, la privatisation des entreprises publiques, la promotion du secteur privé<sup>8</sup>.
- 13 Sur le plan macro-économique, des améliorations réelles sont perceptibles et en 1992, le Maroc s'engage dans la phase dite de consolidation des acquis de la P.A.S ; le processus de libéralisation est confirmé.
- 14 Les conséquences sociales et sociétales sont difficiles à établir en raison du manque d'instruments de mesure suffisamment précis. Nul doute cependant que les choix effectués (impliquant une réadaptation des structures économiques) ont entraîné la déstabilisation des différents segments du marché du travail <sup>9</sup>. On évoque l'amélioration des conditions de l'offre de travail, mais le fait marquant est l'augmentation du chômage, de 10,7 % en 1982, à 19,6% des actifs en 1998. Le chômage est devenu plus discriminatoire ; à l'égard des jeunes, des femmes et des diplômés et acquiert les caractères d'un chômage structurel et de longue durée.
- 15 Les populations urbaines recherchent dans l' économie informelle les emplois précaires et les revenus qu'ils ne trouvent plus dans l'économie formelle. La diffusion d'un tertiaire banal est significative d'une informalisation par le bas. L'amoindrissement du rôle de l'Etat<sup>10</sup>, les processus de marchandisation des services fragilisent la société.

- 16 L'émergence du concept de pauvreté se produit au cours des années d'ajustement . Au Maroc, les études sur la pauvreté se fondent sur un vaste corpus constitué par les Enquêtes nationales réalisées par la Direction de la Statistique, en particulier par l'Observatoire des conditions de vie de la population<sup>11</sup>.
- 17 Plusieurs orientations et choix méthodologiques de recherches sont reconnus. L'identification de la population pauvre, selon l'approche classique dite du seuil de pauvreté, répond à l'établissement d'un seuil sur la base d'un panier de biens alimentaires et non alimentaires que la Direction de la Statistique (ENNVM, 1998-99) établit à 3922 dh en 1998-99, pour le monde urbain<sup>12</sup> (Tab.2). L'effectif des pauvres en ville double dans la décennie quatre-vingt-dix (de 912.000 en 1990-91 à 1.814.000 en 1998-99 <sup>13</sup>).
- 18 Pour significatives que soient ces mesures, en raison de la nature complexe et multidimensionnelle des situations familiales, d'autres approches de la pauvreté et de la marginalité sont prises en compte intégrant dans l'analyse d'autres critères que monétaires. La couverture des besoins fondamentaux, l'accessibilité aux distributions étatiques et aux consommations de biens matériels et immatériels, représentent d'autres éléments de mesure du bien être et du degré d'intégration des citoyens .
- 19 L'approche socio-économique de la vulnérabilité et de la marginalisation sociale (CERED, 1997) différencie plusieurs groupes sociaux selon les niveaux de vie. Parmi les ménages défavorisés sont distingués les ménages vulnérables dont le niveau de vie dépasse au plus les deux-tiers du seuil de pauvreté, soit 6275 dh par personne et par an (soit 1,7 \$ U.S ou 1,3 euro par jour) et les ménages qualifiés de « socialement marginalisés » (Tab. 2). La marginalisation toucherait un ménage sur dix et 7,2 % des citoyens ce qui représente une estimation basse du groupe tant est forte la mobilité sociale entre ceux qui disposent d'un dollar et ceux qui en disposent de moins de deux par jour.
- 20 Une autre approche de la pauvreté est fournie par les données de l'Enquête de Panel sur la Population et la Santé (E.P.P.S, 1995). Quatre critères sont retenus ; la disponibilité alimentaire, l'accès aux soins de santé, à un logement décent, à une éducation et à certains biens durables. La distinction de plusieurs seuils discriminants identifie des taux d'insatisfaction pour chaque variable. Si l'on admet avec A. Ajbilou (1999) que la pauvreté multidimensionnelle est représentée par la fraction des citoyens qui ne satisfont pas une alimentation correcte et au moins un des critères retenus, la proportion des pauvres dans la décennie quatre-vingt-dix est voisine de 9-10 % en ville (Tab. 2).
- 21 Le Maroc urbain a-t-il connu en une trentaine d'années une transformation sociale telle que la proportion des citoyens enfermés dans une situation de marginalisation a fondu au point de ne plus représenter qu'un dixième contre le quart de la population précédemment ? La pauvreté ne serait-elle que rurale (27,2 % de pauvres en milieu rural en 1998-99) ?

Tab.2 : Marginalité et pauvreté dans la ville marocaine 1970 – 1999.

Stratification sociale, R. Escallier (d'après Recensement 1971 et Enquête)	<u>Total</u> 68 %	<u>Classes démunies</u> <u>Inférieures</u> 43 %	<u>Marginales</u> 25 %
Seuil de pauvreté E.N.N.V.M, (Dr Statistique)	<u>1984-85</u> 13,7 %	<u>Taux de pauvreté urbaine</u> <u>1990 -91</u> 7%	<u>1998-99</u> 12 %
Marginalisation sociale E.N.F (1995) <u>Enquête Nationale</u> <u>Famille</u>	<u>Total</u> 46,7 % 43,7 %	<u>Ménages et populations défavorisés.</u> <u>Vulnérables</u> 36,8 % 36,5 %	<u>Marginaux</u> 9,9 % 7,2 %
<b>Population pauvre</b> EPPS, 1995 (A. Ajilou, 1999)	Proportion des citoyens qui ne satisfait pas une alimentation correcte et au moins un des critères <u>santé</u> , <u>éducation</u> , <u>habitat</u> et autres biens durables : <b>8,9 %</b>		
<b>Population</b> <b>« bidonvilloise »</b> E.N.N.V.M, 1998-99	Proportion des ménages urbains résidant en baraquas et en habitat sommaire : <b>9,9 %</b>		

- 22 Parvenu à ce stade de l'analyse, il faut en revenir au sens des mots. Dans la formulation « groupe social marginal », la notion de marginalité décrit la situation d'un groupe qui ne possède pas les outils nécessaires à son intégration au système urbain, qui ignore même les règles du jeu social, et ainsi se retrouve en position de retrait vis à vis de celui-ci. La politique urbaine consiste théoriquement à tout faire pour (ré)intégrer le groupe dans la dynamique économique, sociale et spatiale. La politique marocaine et la dynamique économique auraient-elles été aussi efficaces que les données établies le laissent supposer ?
- 23 Le concept de marginalité n'a pas de parenté forte avec celui d'exclusion dont on admet qu'il souscrit à la représentation d'une société comme réalité construite sur l'opposition entre un « extérieur et un intérieur », soit à une catégorisation binaire forcée où « l'état d'exclus renvoie généralement à des mécanismes invisibles, globaux et complexes » (F. Haegel, 2003).
- 24 L'opposition entre non vulnérable et vulnérable à la pauvreté, entre doté et démun, entre riche et pauvre repose sur une autre logique puisqu'elle introduit une interprétation du système social fondée essentiellement sur les processus d'accumulation, de contrôle et d'utilisation des richesses (biens sociaux) qu'ils se trouvent dans les champs de l'économie, du politique, du symbolique et bien sûr du spatial. Cette conception n'implique pas une classification binaire puisqu'elle postule l'existence d'une variété de biens sociaux et de processus différentiels d'appropriation, soit celle de la catégorisation sociale.
- 25 Bien sûr on doit s'interroger sur la validité de la relation entre pauvreté et marginalité, et admettre que les deux concepts décrivent une même situation sociale comme les écrits sensibles de Fatima Bakass<sup>14</sup> le soulignent : « *Le pauvre se sent négligé, marginalisé...en un mot tout simplement oublié, livré à lui-même* ».
- 26 La pauvreté n'est pas que matérielle, elle envahit tous les aspects de la vie procurant les sentiments légitimes d'insécurité, de peur du lendemain, de désarroi, de frustration... introduisant celui d'être à part, en marge...ce que l'arrêt du mouvement d'ascension socio-spatiale dans les quartiers d'habitat précaire renforce. On rejoint alors la définition

de S. Paugan (1994) écrivant pour les sociétés modernes que « *la pauvreté n'est pas seulement l'état d'une personne qui manque de biens matériels, elle correspond également à un statut social spécifique, inférieur et dévalorisé, marquant profondément l'identité de ceux qui en font l'expérience* ».

- 27 Pauvreté et marginalité, le recoupement des situations n'est pas total (il est asymptotique). Des pauvres (peu) ne sont pas en situation de marginalisation, des non pauvres ou considérés comme tels le sont (plus nombreux). La pauvreté est une notion éminemment relative, évolutive et floue bien qu'elle s'affiche comme un marqueur physique et psychique fort des personnes concernées.
- 28 Au terme de l'analyse, l'observation centrale (essentielle) que je retiens est la suivante : la nature de la relation entre pauvreté (7,2 % des citoyens en 1995) et vulnérabilité à la pauvreté (36,5 %) est équivoque, subtile et complexe. Elle résulte du mouvement tendanciel de la croissance économique et des politiques sociales mises en œuvre. Dans un temps où les mécanismes de socialisation et de territorialisation des ménages - l'accession à la citoyenneté - hésitent, balbutient et perdent en efficacité - une société inégalitaire bloquée -, dans un temps de « *dégradation du paradigme fait d'équipements collectifs, de diversité, d'abondance...* » (L. Zaki, op.cité), la relativité accrue du concept de pauvreté infère celle de la marginalité. Aussi la réponse à l'interrogation initiale concernant la pérennité de la marginalité socio-spatiale dans le Maroc des villes n'est pas simple. On retient cependant que les observations de terrain (mémoires, thèses, enquêtes ...) ne traduisent pas ou très partiellement l'évolution positive que suggèrent les estimations chiffrées récentes (Tab.2). Celle-ci ne serait-elle qu'un artefact statistique ?

---

## BIBLIOGRAPHIE

CERED (1997) : « Populations vulnérables : profil socio démographique et répartition spatiale ». Rabat . Centre d'Etudes et de Recherches Démographiques. Direction de la Statistique.

ENNVN (1998-1999) : « Enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages au Maroc ». Rabat. CERED. Direction de la Statistique.

EPPS (1995)

Escallier. R (1984) : *Citadins et espace urbain au Maroc*. Fascicules de recherches 8 et 9 d'URBAMA. CNRS Tours. 2<sup>e</sup> édition 407 pages.

Naciri. M (1980) : « Les formes d'habitat sous-intégré, essai méthodologique ». Colloque de Vincennes. Paris. *Bulletin SMUH* repris dans la revue *Hérodote* n° 9. Pp. 13-70.

Paugan. S (1994) : *La disqualification sociale, essai sur la nouvelle pauvreté*. Paris. PUF.

## NOTES

1. - L'Enquête sur la consommation et les dépenses des ménages (1970-1971) décrit l'inégal partage entre les citadins. La courbe de concentration des dépenses montre que 82 % des ménages dépensent moins que les 18 % les plus riches et que les 30 % les plus pauvres ne sont responsables que de 8 % des dépenses.
2. - Un des premiers ouvrages consacré au thème de l'exclusion en géographie dans les villes des PVD (Pays en Voie de Développement) fut celui d' A. Durand-Lasserve : *L'exclusion des pauvres dans les villes du tiers monde*. L'Harmattan, publié en 1986.
3. - Référence à l'ouvrage collectif sous la direction de R.Montagne « Naissance du prolétariat marocain, Enquête collective 1948-1950 ». *Cahiers de l'Afrique et de l'Asie*, Peyronnet, Paris. 1952
4. - Lamia Zaki : *La négociation collective d'une identité négative, la gestion du stigmaté au bidonville*. 42 pages. 2004
5. - Arrif. A : « Les compétences citadines à l'épreuve de l'exclusion, l'exemple du bidonville de Ben M'Sik à Casablanca », dans P. Signoles, G. El Kadi et R. Sidi Boumedine (dir.) *L'urbain dans le monde arabe, politiques, instruments et acteurs* . Paris CNRS. 1999 (313 pages).
6. - Tout particulièrement les travaux d'A. Adam sur les bidonvilles de Ben M'Sik, des Carrières centrales, et sa thèse magistrale sur *Casablanca, essai sur la transformation de la société marocaine au contact de l'Occident* CRAM. CNRS. Deux volumes. Gap. 1968
7. - « Dans la baraque de 6 m2, seul le père de famille bénéficie d'un lit, la mère et les enfants s'étendent par terre, serrés les uns contre les autres. Il n'y a pas d'égouts et les déjections humaines entourent l'agglomération dans un rayon de plusieurs centaines de mètres car « les fosses septiques » sont peu nombreuses et rapidement comblées » extrait de *Naissance du prolétariat marocain - op.cité* -
8. - Pour un bilan synthétique des politiques d'ajustement structurel au Maroc, voir B. Destremeau et P. Signoles : « Le difficile ajustement d'économies différenciées » (pages 58-62) dans *Maghreb. Moyen Orient, mutations* ouvrage collectif. SEDES. Paris 1996 (348 pages).
9. - « Pauvreté et vulnérabilité sur le marché du travail : quelques dimensions de la fragilité de la position des pauvres » par Kh. Soudi. Direction de la Statistique. Observatoire des conditions de vie de la population. Rabat.2001.28p
10. - Absence d'allocation chômage versée à la population active en quête d'emploi, par exemple.
11. - Dans cette affaire de mesure de la pauvreté se remarquent les travaux réalisés dans le cadre de l'INSEA Rabat (A.Ajbilou, A. Fazouane, A. Abdelkhalek...), ceux du CERED...A titre d'exemple, A.Ajbilou : « Suivi de la pauvreté au Maroc : organismes et indicateurs ». Dans *A la recherche d'indicateurs de pauvreté au Maroc : analyse de l'existant* . Equipe MIMAP Maroc INSEA Rabat
12. - Lorsque la dépense annuelle moyenne par personne est inférieure au seuil fixé de pauvreté, le ménage est considéré comme pauvre (soit une dépense journalière moyenne inférieure à 10,7 dh, environ un euro).
13. - L'effectif des pauvres est estimé pour l'ensemble du pays à 5,13 millions de personnes (un marocain sur cinq). Ceci signifie que les deux-tiers des pauvres résident en milieu rural alors que l'urbain est majoritaire. Au Maroc la pauvreté est plus rurale



qu'urbaine ce qui est en adéquation avec les niveaux d'équipement des campagnes, les degrés d'encadrement social, les niveaux de vie des populations rurales. A titre d'exemple, selon l'ENNVM (1998-99) 3,3 % des enfants de 7 à 14 ans de la ville n'ont jamais été scolarisés, ce taux grimpe à 26 % en milieu rural (et à 50,2 % pour les jeunes filles rurales).

14. - F. Bakass (MIMAP, Maroc) « La pauvreté au Maroc : perception, expériences et stratégies » *Rapport final de l'enquête qualitative* » INSEA. Rabat

---

## RÉSUMÉS

La société urbaine marocaine a connu au cours des trente dernières années de profondes transformations. Ont-elles été capables de faire évoluer le Maroc urbain vers plus de justice sociale et réduire sensiblement les situations de marginalité sociale et spatiale ? Les enquêtes sur les niveaux de vie des familles, sur les niveaux de pauvreté, montrent l'amélioration sensible des conditions d'existence matérielle des citoyens. Cependant les observations de géographes, de sociologues ou d'urbanistes au quotidien de la cité donnent une vision plus noire de la réalité sociale. La diminution du poids des marginaux dans la ville ne serait-elle en partie qu'un artefact statistique ?

The maroccan urban society has known, along the last thirty years ago, a lot of deep changes. Have they been able to develop urban Morocco to more social justice and to reduce appreciably social and spatial marginalized positions, Inquiries into families's standards of living, into poverty's means of subsistence. In the mean time, geographers, sociologists or town-planners's observations about everyday of the city give a more gloomy sight of the social reality. Reduction of marginals's importance in the city would it be largely a statistical artefact ?

## INDEX

**Mots-clés :** marginalité, pauvreté, classe sociale, bidonville, espace urbain

## AUTEUR

ROBERT ESCALLIER

C. M. M. C. - Université de Nice-Sophia-Antipolis